

Lettre introductive au manifeste « Les colos, un enjeu politique et éducatif pour l'avenir de la jeunesse »

Madame, Monsieur,

Valoriser les colonies de vacances auprès des familles, des responsables politiques et des acteurs éducatifs, permettre au plus grand nombre d'enfants de partir en vacances, autant d'enjeux qui constitueront dans les années à venir des choix politiques majeurs. A l'aube d'une élection présidentielle dont le résultat final, pour les jeunes, déterminera les choix gouvernementaux en matière de politique publique en faveur des séjours éducatifs, la Jeunesse au Plein Air (JPA) et l'Union Nationale des Associations de Tourisme (UNAT) entendent remettre en avant le rôle de l'État dans le soutien aux colonies de vacances.

Afin de faire découvrir à tous les enfants cette expérience singulière, complémentaire des vacances passées en famille, le futur président de la République et le futur gouvernement issus de l'élection présidentielle et des élections législatives de mai et juin 2017 devront, si toutefois ils en partagent la conviction, accentuer leurs efforts en faveur des associations partenaires. En effet, dans une France divisée, marquée par la tentation du repli sur soi, les associations d'éducation populaire et les acteurs du tourisme social - qui aident au départ et qui accueillent tous les enfants et les jeunes dans leurs centres de vacances - ont à cœur de porter les valeurs de la République, de favoriser l'apprentissage de la citoyenneté, de prôner les mixités sociales, de mettre en pratique la solidarité, de promouvoir le respect du vivre ensemble.

Sortir de l'entre-soi, rencontrer autrui, apprendre la vie en collectivité, découvrir de nouveaux environnements, développer sa personnalité dans un cadre de loisirs éducatifs, en un mot faire l'expérience de l'altérité et de la nouveauté... voilà les bienfaits de ces séjours.

Dans un contexte de diminution du nombre des départs en vacances collectives, l'UNAT et la JPA, piliers historiques des colonies de vacances, publient le manifeste ci-joint : « *Les colos, un enjeu politique et éducatif pour l'avenir de la jeunesse* »

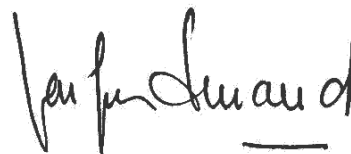
Puissent les candidats à l'élection présidentielle, les élus des collectivités territoriales, les confédérations syndicales, les comités d'entreprise, les unions et fédérations d'organismes, les associations familiales, les fédérations de parents d'élèves, tout responsable à quelque niveau qu'il soit, s'associer à ce manifeste... porteur d'une politique jeunesse forte en faveur du droit au départ en « colos » et du renforcement du lien social.

Pour une vie dans une société laïque, riche de sa diversité et de son harmonie, les enfants et les jeunes en seront les premiers bénéficiaires.

Michelle DEMESSINE
Présidente de l'UNAT



Jacques DURAND
Président de La JPA



Les colos, un enjeu politique et éducatif pour l'avenir de la jeunesse

Quel type de vacances peut se targuer d'avoir accueilli près d'un français sur deux ?

40% d'une classe d'âge est partie en colos à 18 ans¹. Les colos sont pour de nombreux enfants et adolescents l'unique temps de vacances, un temps de découverte de territoires proches et/ou lointain.

Les colos évoluent : les colos sont aujourd'hui majoritairement organisées par le secteur associatif sans but lucratif en France et à l'étranger pour des enfants et des jeunes allant de 4 à 17 ans. L'apport des colos à l'éducation de leurs enfants est reconnu par 75% des parents en France² pour :

- Permettre à chaque enfant de vivre un temps de vacances en « liberté » sans ses parents, pour devenir plus autonome,
- Apprendre à vivre ensemble car les colonies de vacances sont l'un des derniers espaces de la République où se rencontre la diversité de la population,
- Accéder à la responsabilité non seulement pour les enfants mais aussi pour les jeunes qui les encadrent,
- Expérimenter des activités culturelles et sportives,
- Découvrir son environnement proche ou lointain en favorisant le maintien et la rénovation des centres de vacances, découvrir l'Europe et vivre la citoyenneté européenne au plus près.

Les colos participent de l'économie des territoires concernés, elles permettent de préserver des emplois pérennes, de rendre les territoires attractifs.

Les collectivités, un partenaire indispensable pour le départ en colos

Le départ des enfants et des jeunes en colos, notamment pour les familles les plus en difficultés et les classes moyennes, est possible grâce à la prise en charge des comités d'entreprise (25%), des mairies (14%), des aides de la CAF ou de la MSA (19%)³ ou par une participation via des chèques vacances (24 millions d'euros par an⁴).

Sans l'aide d'un tiers financeur, plus de 80% des familles⁵ n'aurait pas les moyens de faire partir leurs enfants en vacances. Les collectivités sont aujourd'hui un partenaire indispensable pour permettre le départ en colos de tous les enfants, cela malgré les contraintes budgétaires qui pèsent sur les collectivités.

Les colonies de vacances font les citoyens de demain

Les enfants et adolescents d'aujourd'hui sont les citoyens et décideurs de demain mais, depuis 2008, le taux de départ en colo des enfants est en net recul. C'est une régression sociale et éducative majeure qui va à l'encontre des Droits de l'Enfant. Ainsi, il est nécessaire, aujourd'hui, de tous se mobiliser pour promouvoir les colonies de vacances et permettre à tous les enfants de vivre cette expérience.

^{1, 3 et 5} Source Ovlej-Études et recherches de La JPA, enquête 2011

² Sondage Harris Interactive pour La JPA, juin 2014

⁴ Source ANCV, 2014

**Nous, comités d'entreprise et confédérations syndicales,
Nous, représentants des collectivités territoriales,
Nous, principales unions et fédérations d'organismes,
appelons à une prise de conscience collective**

Nous devons agir et construire pour :

- Intégrer et promouvoir les colonies de vacances dans un projet politique,
- Communiquer et valoriser les apports des colonies de vacances,
- Soutenir les départs en vacances via une aide financière et sociale,
- Faire connaître les dispositifs d'aides au départ des enfants et adolescents,
- S'engager à demander une politique globale et volontariste visant à préserver et à rénover le patrimoine des centres de vacances des collectivités, comités d'entreprises et associations pour continuer à rendre accessible au plus grand nombre le départ en colonies de vacances.

Nous, comités d'entreprise, nous nous engageons à communiquer ce manifeste et à défendre l'intérêt des colonies de vacances :

- Dans les formations internes des différentes confédérations syndicales,
- Dans les salons destinés aux élus de comités d'entreprise,
- Auprès des élus mais aussi des salariés de CE.

Nous, collectivités territoriales, nous nous engageons à communiquer ce manifeste et à défendre l'intérêt des colonies de vacances :

- Dans les formations internes des différentes formations politiques,
- Dans les salons destinés aux élus de collectivités territoriales,
- Auprès des élus mais aussi des salariés des services jeunesse et/ou enfance.

Afin que les colos continuent à être cet espace-temps éducatif et social indispensable et qu'elles continuent de contribuer à l'économie des territoires.